

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS FERME EOLIENNE DU PUECH D'AL LUN

12 Rond Point des Champs Elysées
75008 Paris

Références : 81-CRARC-2026-84
Code AIOT : 0006809637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement SAS FERME EOLIENNE DU PUECH D'AL LUN implanté Lieux-dits Courbière - La Biscontarié - La Lauzière et Soulhiols 81340 Assac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pour objectif de vérifier le respect d'une mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FERME EOLIENNE DU PUECH D'AL LUN
- Lieux-dits Courbière - La Biscontarié - La Lauzière et Soulhiols 81340 Assac
- Code AIOT : 0006809637
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAS Ferme éolienne du Puech d'Al Lun est un parc éolien regroupant 5 aérogénérateurs (A6 à A10) d'une puissance totale de 10 MW et d'une hauteur de mât de 82 mètres. Ce parc éolien a été mis en service en janvier 2012.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 5 | Balisage | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|--------------------------|
| 1 | Levée de mise en demeure - bridage chiroptères | AP de Mise en Demeure du 26/04/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 2 | Levée de mise en demeure - équipements sous pression | AP de Mise en Demeure du 26/04/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 3 | Levée de mise en demeure - équipements sous pression | AP de Mise en Demeure du 26/04/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 4 | Dispositions constructives | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 | Sans objet |
| 6 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure. Il est donc proposé à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de mise en demeure - bridage chiroptères

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2025, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, bridage chiroptères |
| Prescription contrôlée : La société SAS Ferme éolienne Puech d'Al Lun, dont le siège social est situé 11 Cours Valmy, 92800 PUTEAUX et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune d'ASSAC, <u>est mise en demeure</u> de respecter les dispositions des articles suivants : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 15 jours :<ul style="list-style-type: none">◦ article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021 portant mise en place de mesures pour la protection des chiroptères et des oiseaux : en paramétrant correctement le bridage en faveur de la protection des chiroptères ; [...] |
| Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, l'inspection a constaté que le bridage mis en place par l'exploitant entrainait en fonction 30 minutes trop tard le soir et cessait 2 heures trop tôt le matin et que cela constituait un manquement à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021 portant mise en place de mesures pour la protection des chiroptères et des oiseaux. Les conditions d'activation ont par la suite été modifiées afin que ce bridage s'active du coucher au lever du soleil. Lors de cette visite d'inspection, l'inspection a vérifié par sondage des données du SCADA (données de l'éolienne, reprenant notamment la vitesse du vent, la température et l'énergie produite, par pas de temps de 10 minutes), la bonne activation du bridage de l'éolienne E06 au 29 août 2025. L'inspection a en effet constaté que lorsque les conditions de vent et de températures sont réunies, le bridage est bien activé dès le coucher jusqu'au lever du soleil, en tenant compte de l'éphéméride à cette date. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : Levée de mise en demeure - équipements sous pression

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2025, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression |
| Prescription contrôlée : La société SAS Ferme éolienne Puech d'Al Lun, dont le siège social est situé 11 cours de Valmy - 92800 PUTEAUX et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune d'ASSAC, <u>est mise en demeure</u> de respecter les dispositions des articles suivants :[...] <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 3 mois :<ul style="list-style-type: none">◦ article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : en réalisant des dossiers d'exploitation des cinq équipements sous pression et en établissant une liste de ses équipements sous pression ; |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 25 février 2025, l'inspection a constaté la présence la présence d'un équipement sous pression par éolienne soit cinq équipements sous pression. Ces équipements sous pression ont un volume V de 2,8 litres, une pression maximale admissible PS de 250 bars et de ce fait un produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V de 700 bars.litres et que de ce fait ces équipements relèvent de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement. L'exploitant n'avait pas établi de dossier d'exploitation pour ces équipements sous pression, ce qui constituait un manquement au I. de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples L'exploitant n'avait pas établi de liste de ces équipements sous pression ce qui constituait un manquement au III. de l'article 6 du même arrêté.</p> <p>Par courriel précédant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la liste des 5 équipements sous pression du parc, indiquant notamment le type d'équipement, l'emplacement, le numéro de série, les caractéristiques et les dates de vérifications. Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a présenté de façon dématérialisé les dossiers par équipements sous pression. Par sondage, l'inspection a vérifié celui de l'éolienne E06, qui était conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |

N° 3 : Levée de mise en demeure - équipements sous pression

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2025, article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS Ferme éolienne Puech d'Al Lun, dont le siège social est situé 11 cours de Valmy - 92800 PUTEAUX et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune d'ASSAC, <u>est mise en demeure</u> de respecter les dispositions des articles suivants :[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 3 mois : [...] <ul style="list-style-type: none"> ◦ article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : en réalisant des inspections périodiques de ses équipements sous pression. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 25 février 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé d'inspections périodiques de ces équipements telles que définies à l'article 15 du même arrêté et que cela constituait un manquement à cet article.</p> <p>Par courriel précédant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la liste des contrôles réalisés par l'entreprise SOCOTEC le 25 juin 2025.</p> <p>Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a présenté ces rapports sur le registre dématérialisé et par sondage, l'inspection a constaté que celui de l'éolienne E06 est conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |

N° 4 : Dispositions constructives

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accès |
| Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : L'inspection s'est rendue au niveau de l'éolienne E07 et a constaté que la voie d'accès est carrossable et les abords de l'éolienne sont propres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Balisage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Balisage |
| Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. |
| Constats : La visite d'inspection a eu lieu en journée. L'inspection a constaté que les balisages lumineux des éoliennes E08 et E06 sont rouges au lieu d'être de couleur blanche. La couleur rouge correspond au balisage aéronautique en période nocturne. L'exploitant a présenté les courriers d'information faites à la direction générale de l'aviation civile datés du 20 février 2026, faisant part de ces dysfonctionnements. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité les balisages lumineux des éoliennes E06 et E08. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Propreté |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| Constats : L'inspection s'est rendue dans l'éolienne E07 et a constaté l'absence de matériaux combustibles ou inflammables. |
| Type de suites proposées : Sans suite |